M. Riis: Monsieur le Président, il est temps que la raison reprenne ses droits. Il règne évidemment une certaine confusion, mais j'aurais une suggestion à faire.

Le chef de l'opposition (M. Turner) est venu expressément pour participer au débat sur l'accord commercial. Le député d'Oshawa (M. Broadbent), le chef du Nouveau Parti démocratique, est prêt à participer au débat sur l'accord commercial. Et le ministre aussi. Passons donc au débat.

M. le Président: Je sais gré aux députés de leur patience. Toutefois, le chef de l'opposition a demandé la parole tout à l'heure et je suis prêt à la lui accorder.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, je ne demande pas la parole au sujet d'un rappel au Règlement. Je demande la parole afin de commencer le débat en deuxième lecture de ce projet de loi.

M. Broadbent: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Je vais tâcher d'être le moins polémique possible. Voici ce que je dis au gouvernement: oublions, s'il se peut, les actes de guérilla qui ont été perpétrés au cours des derniers jours par les deux côtés de la Chambre, dans le meilleur esprit parlementaire et démocratique. Suis-je assez clair? Je veux seulement faire appel au gouvernement en m'appuyant sur son propre discours du Trône. Celui-ci portait sur un seul point dont le Parlement devrait maintenant discuter, selon le gouvernement. Le ministre compétent est ici, prêt pour le débat, le chef de l'opposition (M. Turner) aussi et moi de même. Je le demande au ministre ou au leader parlementaire du gouvernement, ne pourrions-nous pas, d'un côté de la Chambre comme de l'autre, oublier ce qui s'est passé ces derniers jours et le gouvernement pourrait-il tenir compte de son propre programme et appeler le projet de loi qu'il juge si important.

● (1520)

Des voix: Oh, oh!

M. Andre: Accepterez-vous de l'adopter avant Noël? Voilà la question!

M. le Président: La parole est au vice-premier ministre (M. Mazankowski).

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Il y a ici beaucoup d'experts en procédure qui discutent de la question entre eux, mais le vice-premier ministre demande la parole et je vais la lui donner.

Recours au Règlement—M. Lewis

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, depuis environ une journée, nous discutons de la motion spéciale proposant un mécanisme pour faciliter le débat dont parle le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent). Nous avons tenté de négocier un accord dans l'intérêt bien compris de la démocratie parlementaire . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Mazankowski: Comme vous le savez, monsieur le Président, ces questions sont normalement discutées par les leaders parlementaires. Ce qui est étrange, c'est que personne n'ignore qu'ils se sont efforcés de conclure un accord pour permettre l'étude et l'adoption de ce projet de loi, mais qu'ils n'ont pas pu y arriver, faute de l'appui de leur caucus.

M. Broadbent: Voyez-vous ça!

M. Riis: Sottises.

M. Mazankowski: Le gouvernement se trouve donc dans l'obligation . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Mazankowski: . . . d'essayer de proposer à la Chambre un mécanisme permettant de débattre le projet de loi.

La motion que vous avez trouvée recevable ce matin, monsieur le Président, est très liée aux délibérations portant sur cette question. S'il y a des doutes quant à la possibilité de débattre le projet de loi C-2 avant l'adoption de la motion proposée, alors, comme le leader adjoint du gouvernement l'a dit, nous débattons la motion puis passerons au projet de loi C-2. Voilà ce que je recommande de faire, monsieur le Président.

M. le Président: Ayant écouté attentivement les députés, je voudrais d'abord trancher la question soulevée par le député d'Ottawa-Vanier (M. Gauthier) qui soutient que la motion a déjà été proposée à la Chambre. J'ai des doutes à ce sujet. Les députés se souviendront que j'avais commencé hier à donner lecture de la même motion. A ce moment, les députés de l'opposition m'ont clairement fait savoir qu'ils voulaient discuter de sa recevabilité. Ils se sont levés et la présidence a arrêté de lire. Cet après-midi, dès que le ministre a entendu les mots «comité législatif», il a immédiatement protesté. Cela aussi était tout à fait évident.